

Georges-François Leclerc

Nouveau Préfet de Seine-Saint-Denis



Biographie

Georges-François Leclerc est né le 26 octobre 1966 à [Suresnes](#)¹. Bourguignon, il est issu d'une famille dijonnaise. Son père, Jacques Leclerc, diplomate, a été ambassadeur de France au Rwanda, aux Philippines, au Kenya et au Luxembourg. Sa mère, Anne Leclerc, a travaillé dans l'édition. Il est aussi petit-fils et frère de chirurgiens ².

Georges-François Leclerc est diplômé de l'[Institut d'études politiques de Paris](#) (section Service public, [promotion 1988](#))³ et ancien élève de l'[École nationale d'administration](#) ([promotion Léon-Gambetta](#), 1991-1993)⁴. Il a fait son service national militaire comme officier dans l'Arme blindée cavalerie ; il est titulaire du brevet d'alpinisme militaire. A sa sortie de l'ENA, il est affecté comme administrateur civil au ministère de l'Économie et des Finances⁴.

Il a été maître de conférences en macroéconomie à Sciences po entre 1993 et 1997. [\[réf. nécessaire\]](#) Il a travaillé, dans les années 1990 avec les équipes de [Philippe Séguin](#). [\[réf. nécessaire\]](#)

En 1997, il quitte le ministère de l'Économie et des Finances pour celui de l'Intérieur. Il y occupe deux postes de sous-préfet (auprès du préfet des Yvelines, puis de l'[arrondissement de Segré](#) de 1999 à 2002), deux postes de sous-directeur à l'administration centrale du ministère de l'intérieur.

Il prend aussi des responsabilités en cabinet ministériel, sous la présidence de Jacques Chirac au cabinet de la secrétariat d'État à l'Intégration et à l'Égalité des chances [Roselyne Bachelot](#), puis comme conseiller technique de [Jean-Louis Borloo](#) au ministère de l'Emploi entre 2004 et 2005 et chargée de mission au cabinet de [Catherine Vautrin](#)⁵.

Il a également occupé divers postes administratifs comme celui sous-directeur de l'administration et de la logistique à la direction de la défense et de la sécurité civiles et sous-directeur de l'administration générale et des finances à la direction générale de la police nationale, entre 2005 et 2007⁶.

Directeur de cabinet de la ministre de la santé, il contribue à l'élaboration et l'adoption de la [loi HSPT](#), portée par Roselyne Bachelot, qui crée les [agences régionales de santé](#), réforme l'hôpital public et la médecine de ville. Il initie en 2009 une réforme de la prise en charge de l'[autisme](#). Critiqué pour sa gestion de l'épidémie de [grippe](#) de 2009, il quitte le ministère de la santé pour être nommé [préfet de l'Aube](#) (2010-2011), puis directeur-adjoint du cabinet du ministre de l'intérieur [Claude Guéant](#), préfet du Gard pendant quelques jours en 2012, puis [de la Haute-Savoie](#) (2012-2016), et [des Alpes-Maritimes](#) (depuis 2016)⁶.

En 2013, alors qu'il accompagnait des agents de la [brigade anti-criminalité](#) de [Thonon-les-Bains](#) en patrouille et qu'un contrôle d'un trafiquant présumé dégénéra, les hommes furent pris à partie, l'un des agresseurs utilisant du [gaz lacrymogène](#) qui atteignit le préfet^{7,8}.

En Haute-Savoie, pendant plus de quatre ans, il défendra l'industrie du décolletage de la [vallée de l'Arve](#) et la spécificité de la montagne. [\[Comment ?\]](#) Il se liera d'amitié avec des guides de [Chamonix](#) et Saint-Gervais. [\[réf. nécessaire\]](#)

Il a aussi pris des positions rigoureuses contre certains maires et promoteurs pour défendre le respect de la [loi littoral](#) au bord du [lac d'Annecy](#) et du [Leman](#). [\[réf. nécessaire\]](#)

En avril 2019, il est nommé [préfet de la Seine-Saint-Denis](#).

Source Wikipédia